

La francophonie mondiale change de chef... Et alors ?

Qui dirigera l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) au lendemain du sommet qui se déroulera dans la capitale arménienne en octobre prochain ?

Cette question, qui ne semble soulever aucune émotion dans la partie francophone du pays, n'est pourtant pas anodine. En effet, deux candidatures largement antagonistes se profilent et l'élection de la nouvelle figure de proue de la francophonie internationale pèsera indubitablement sur l'avenir et le développement de l'OIF.

D'un côté, l'actuelle titulaire du poste, Michaëlle Jean, dont le bilan est contesté par d'aucuns qui le jugent terne. De l'autre, l'actuelle ministre des Affaires étrangères rwandaise, Louise Mushikiwabo, dont la candidature suscite des inquiétudes au regard du peu de respect affichés ces dernières années par son pays pour la

langue française (l'anglais y a, par exemple, supplanté le français dans l'enseignement depuis 2008)

mais également pour un contexte politique rwandais jugé par trop "encadré".

Avancer les pions

A l'heure actuelle, les partisans des deux candidats avancent leurs pions pour en défendre les qualités. Le Canada et le Québec ont déjà exprimé leur soutien à leur

compatriote Michaëlle Jean. La France, de son côté, a pris tout le monde à contre-pied en exprimant une prédilection sans nuance en faveur de Louise Mushikiwabo.

Plus récemment, à Nouakchott, cette dernière a reçu le soutien officiel du Comité des candidatures de l'Union africaine, malgré les réticences de certains délégués à l'égard d'une candidature jugée trop anglophone.

La francophonie belge ne dit rien

La Fédération Wallonie-Bruxelles, pour sa part, et malgré son statut de gros contributeur de l'OIF (le plus important en nombre d'habitants), reste pratiquement muette dans un dossier jugé digne d'intérêt dans le reste de la francophonie.

Saine prudence ou fâcheuse pusillanimité ? Force est de constater que, pour l'instant, les hautes autorités de la francophonie belge ne disent que peu de choses.

Le très mesuré chef du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte, a déclaré en séance publique du parlement : *"Pour nous, la stratégie de l'OIF prime sur le choix du futur ou de la future secrétaire. Nous attendons donc que cette stratégie soit clairement définie..."* Soit.

Si cette prudence pouvait être audible à un moment où n'existeraient aucune candidature plus ou moins officielle ni aucun soutien officiel de la part des principaux représentants de la francophonie, ce silence risque de devenir assourdissant et le sens que nous pourrions donner à un éventuel soutien de candidature de moins en moins significatif.

Monsieur Demotte a annoncé récemment qu'il enverrait une liste de questions de fond aux candidats déclarés en leur demandant de se positionner quant à celles-ci. Il considère qu'il sera mieux à même de se prononcer lorsque les candidats se seront positionnés sur les différentes questions. Ha-

bile façon de postposer le moment où il faudra décider de l'attitude à adopter. Jusqu'à attendre la tenue du sommet d'Erevan, où notre Fédération se soumettra à l'opinion majoritaire des autres Etats membres, sans avoir eu le courage d'annoncer sa propre position ?

Un rôle de spectateur

Certes, la position africaine doit également nous éclairer au regard du poids démographique de ce continent au sein de la francophonie d'aujourd'hui et de demain. Mais à l'heure où la posture des uns et des autres s'affirme toujours davantage, pouvons-nous, Belges francophones, nous contenter d'un rôle d'aimable spectateur face au jeu d'influences qui se déroule devant nos yeux ?

Devons-nous nous inscrire dans la volonté géopolitique du Président français visant à solder son contentieux historique avec le Rwanda à travers une candidature à la tête de l'OIF ?

Voulons-nous réaffirmer notre soutien à l'actuelle secrétaire générale dont les qualités étaient régulièrement louées à chacune de ses apparitions dans nos instances francophones belges ?

A moins que – mais cela est peu probable – le gouvernement francophone ne souhaite proposer une démarche singulière...

Face au silence persistant de Rudy Demotte, nous nous perdons en conjectures. A l'heure où la Fédération Wallonie-Bruxelles se positionne sur un nombre considérable de dossiers internationaux sur lesquels notre influence est limitée (voire nulle), il serait incompréhensible de rester muet sur les prochains enjeux de la francophonie, là où notre voix compte indéniablement et où il est de notre devoir de la faire entendre.

→ Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction. Titre original: "Secrétariat général de l'OIF: la Fédération Wallonie-Bruxelles au Balcon ?"

Opinion

Gaëtan van Goidsenhoven

Député au parlement
de la Fédération Wallonie-Bruxelles, membre
de la Commission
des relations internationales.

■ Deux candidatures antagonistes se profilent en vue de l'élection qui désignera le patron de l'Organisation internationale de la francophonie cet automne. Au grand désintéret apparent de la Belgique francophone.